

Après le passe, voici le portefeuille et l'identité numériques !



Acceptant avec enthousiasme l'avènement du passe totalitaire, les crédules, imbéciles, covidistes, vaccinolâtres... se sont précipités, et nous ont précipités... dans un piège infernal se mitonnant à Bruxelles et dont RL vous a souvent alertés, tout comme de l'ignominieux rapport du Sénat sur comment nous chinoiser, que chaque Français devrait avoir lu avant la présidentielle.

<https://www.senat.fr/rap/r20-673/r20-6731.pdf>

Alors que la Commission avance sur la mise en place d'une identité et d'un portefeuille numériques, l'eurodéputé roumain Cristian Terhes s'inquiète d'une possible dérive dans le cadre du projet de l'UE de réduire son empreinte carbone de 55 % d'ici 2030.

<https://ripostelaique.com/avec-le-digital-id-wallet-la-dictature-sera-totalement-en-place.html>

Ce cauchemar va devenir une réalité à en croire cet eurodéputé. Selon ce membre du groupe des conservateurs et réformistes européens, qui suit de près les travaux de l'UE sur la mise en place d'une identité numérique européenne couplée à un « portefeuille numérique » – dans lequel seront notamment stockées les informations bancaires – le danger d'une dérive vers un système de crédit social à la chinoise approche. La mise en place du certificat Covid a ouvert la boîte de Pandore, donnant un cadre à ce futur projet : « Vous ne pouvez pas [instaurer un crédit social] du jour au lendemain. Si vous le faisiez, l'Europe entière serait dans la rue. Ils le font par segments. Ce certificat vert a créé le système, la technologie et le cadre. »

Et nous voici donc parvenus au portefeuille européen et à l'identité numérique digitale. « Ils veulent attribuer un lien alphanumérique à chaque citoyen de l'UE, que ces derniers garderont toute leur vie et qui sera leur identification unique », explique l'eurodéputé dans une interview accordée au média suédois News Voice le 22 janvier. « Et aujourd'hui, ils parlent de combattre le changement climatique par exemple. D'ici 2030, ils veulent réduire leur empreinte carbone de 55 %. Leur seule manière de faire ça, c'est de rationaliser tout ce que font et consomment [les citoyens de l'UE] », affirme-t-il, notant qu'à l'avenir, dans beaucoup de pays d'Europe occidentale, l'empreinte carbone des produits que l'on achète sera indiquée. « Pourquoi est-ce que vous croyez que c'est mis en place ? Vous allez acheter quelque chose, vous avez votre portefeuille numérique sur votre téléphone, vous êtes liés à votre identification numérique, et vous allez acheter, disons 5 kg de viande, de bœuf disons. Le bœuf produit tant de carbone, et vous excédez votre quota. Voilà la direction. Vous voyez beaucoup de rapports là-dessus, des rapports officiels de la Commission, du Parlement. C'est la direction. C'est la

raison pour laquelle nous devons comprendre le combat, et faire en sorte de le stopper avant qu'il ne soit trop tard ».

« La Commission proposera une identité électronique européenne sécurisée. Une identité fiable, que tout citoyen pourra utiliser partout en Europe pour n'importe quel usage, comme payer ses impôts ou louer un vélo », expliquait la lénifiante Ursula von der Leyen dans son discours sur l'état de l'Union, le 16 septembre 2020.

Cette identité numérique sera « accessible à ceux qui le souhaitent », elle vise à un meilleur contrôle de ses données personnelles, et à « faciliter la vie des citoyens et des entreprises », par exemple pour une demande de prêt...

Les technocrates sont déjà à l'œuvre. En témoigne un rapport livré à l'Union européenne par l'influent cabinet de conseil McKinsey (encore lui !), le 3 décembre dernier. Pour atteindre la réduction des émissions de carbone que s'est fixée l'UE, McKinsey préconise de faire « évoluer les normes sociales et les attentes des consommateurs et des investisseurs vers le zéro carbone comme nouvelle norme », recommandant aux décideurs politiques de : « créer des cadres politiques et des environnements réglementaires sûrs et stables. La réussite de la décarbonisation dépend de l'adoption par les dirigeants du secteur public de cadres réglementaires suffisamment ambitieux pour atteindre les objectifs de réduction des émissions plutôt que des politiques incrémentielles »...

« Cela permettrait de fournir des signaux stables en matière de planification et d'investissement, susceptibles d'encourager les technologies et les modèles économiques à faible émission de carbone », conclut McKinsey. Conseil entendu d'Ursula von der Leyen qui déclara, au forum de Davos le 20 janvier dernier : « Nous avons désormais la première directive européenne sur l'environnement. Cela signifie que nos objectifs climatiques ne sont plus une ambition mais sont une obligation légale. Nous avons proposé un cadre juridique

détaillé, qui garantit que nous réduisons nos émissions de CO2 de 55 % d'ici 2030 », a-t-elle rappelé lors de son échange avec Klaus Schwab, soulignant l'importance de la « confiance » pour « embrasser la transition verte et digitale ». « C'est notre feuille de route pour la prochaine décennie, inscrite dans la loi. Cela donne confiance aux entreprises, qui savent que si elles investissent dans des projets climatiques, (...) les décideurs publics garderont cette trajectoire », a-t-elle ajouté.

De là à conclure que la Commission prépare un « quota carbone » pour les citoyens européens... Comme le déclarait Cristian Terhes en conférence de presse à Bruxelles, le 26 novembre dernier : « Quand le certificat vert a été mis en place, le commissaire a établi un seul rapport, disant que c'était pour faciliter la liberté de mouvement et c'est tout. [...] Regardez où nous en sommes aujourd'hui. J'invite tous les journalistes d'Europe et du monde à venir voir ce qu'il se passe ici. Parce que nous ne devrions pas permettre cela. Nous ne devrions pas oublier que l'UE a été créée en opposition totale à l'Union soviétique. »

Mais ça, c'était avant...

Mitrophane Crapoussin

À 20' Euronumérique et surveillance des citoyens européens...

<https://www.youtube.com/watch?v=370K4LaaP5c>